



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° : 34 -- 5 janvier 1976

sommaire



PAGE 3 :

POUR QUI LE FLEUVE SENEGAL
SERA-T-IL MIS EN VALEUR ?

PAGE 4 :

POUR L'AUTODETERMINATION
DU PEUPLE SAHRAOUI

PAGE 5 :

ANGOLA : LE JEU DE L'IMPE-
RIALISME AMERICAIN

PAGE 7 :

"REVOLUTION AFRIQUE" ET LE
MPLA

PAGE 8 :

DJIBOUTI : VERS
L'INDEPENDANCE ?

PAGE 10 :

EN BREF D'AFRIQUE

PAGE 11 :

LE PREMIER MINISTRE FRAN-
CAIS AUX ANTILLES ET EN
GUYANE



prix: 1 Franc

PENURIE ET CHERTE DE LA VIANDE AU MALI

Le gouvernement malien vient de découvrir ce que chaque consommateur malien sait depuis longtemps, à savoir que la viande de boeuf ou de mouton coûte très cher. Les prix sont même inabornables pour les travailleurs et les familles pauvres : 600 Francs le kilo pour le boeuf et 800 F pour le mouton.

"L'Essor", journal gouvernemental, titre lui-même que c'est "un véritable cauchemar pour les consommateurs". Mais ce journal tente de trouver les responsables de cette situation ailleurs qu'ils ne sont en réalité.

Pour l'Essor, c'est-à-dire pour le Comité Militaire, c'est d'abord la faute des paysans qui n'étant plus contraints à vendre par la misère engendrée par la sécheresse, ne concèdent leur bétail qu'au prix fort.

C'est ensuite la faute des bouchers qui ne respectent pas les prix de vente officiels.

C'est aussi, prétend le Comité Militaire, la faute des consommateurs eux-mêmes -et il faut avoir le culot de l'affirmer- qui acceptent passivement les hausses illégales de prix.

C'est enfin la faute des intermédiaires qu'il faut éliminer "purement et simplement par un acte officiel", car dit l'Essor, ils sont la "source de multiples maux". Paroles qui ne sont pas tout-à-fait en l'air car certains intermédiaires ont été passés à tabac en public à Kayes au mois d'août dernier.

Bref, le gouvernement s'en prend à tout le monde pour éluder à la fois le problème et ses propres responsabilités.

Certes, les intermédiaires, parmi lesquels il en est qui ne jouent aucun rôle utile, parasitent le circuit de la viande et prélèvent leur prébende au passage.

Mais si les représentants du gouvernement savent faire de temps en temps un geste démagogique du style de ce qui s'est passé à Kayes en août, les victimes de tels gestes sont évidemment les petits parasites et pas les gros. A-t-on déjà vu passer à tabac ces gros commerçants exportateurs qui achètent le plus légalement du monde le bétail à bas prix aux paysans pour le revendre cher à l'exportation ?

Et puis, qu'il s'agisse des petits parasites ou des gros, il est évident que ce n'est pas l'Etat corrompu de Traoré qui pourrait faire autre chose que des gestes symboliques. Même s'il voulait réellement contrôler la répartition et le prix de la viande au profit des pauvres, il ne le pourrait pas. Et de toutes façons, il ne le veut pas.

Un contrôle équitable de la distribution et des prix suppose la participation active des principaux intéressés : petits paysans d'un côté, travailleurs, petites gens de l'autre, qui, les uns et les autres, sont volés dans cette affaire.

Encore faut-il que les consommateurs citadins aient la possibilité de s'organiser librement en coopératives de consommateurs ; qu'ils aient le pouvoir de demander des comptes, de contrôler les prix, de vérifier les factures etc... Encore faut-il que les petits paysans aient la possibilité de s'organiser pour ne pas être pris à la gorge et obligés de vendre au négociant en bétail aux conditions de ce dernier. Toutes sortes de choses que le Comité Militaire ne saurait évidemment pas tolérer, car une fois organisés, les paysans pauvres comme les petites gens des villes, ne se contenteraient pas d'épingler de temps à autre quelques intermédiaires minables.

Bien sûr le fond du problème va même bien au delà de celui des intermédiaires. Le parasitisme de ces derniers est engendré par la pauvreté générale, par la situation de pénurie fortement aggravée encore par la sécheresse et par les carences de l'Etat dans le combat contre la sécheresse. Il faudrait une toute autre organisation économique et sociale, et pas seulement à l'échelle du seul Mali, pour mettre fin à cette situation de pénurie.

Mais à défaut de pouvoir augmenter immédiatement et dans des proportions vraiment importantes la production de la viande, le contrôle des couches laborieuses permettrait au moins de mieux répartir la viande qu'il y a.

Car s'il y a un problème de la viande, il n'est pas pour tout le monde ! A ce qu'on sache, ni les gros commerçants, ni les dignitaires de l'armée et de l'administration, n'ont de problème pour en avoir sur leur table !

POUR QUI LE FLEUVE SENEGAL SERA-T-IL MIS EN VALEUR ?

Les trois dictateurs membres de l'OMVS (Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal), Senghor, Ould Daddah et Moussa Traoré se sont réunis en décembre à Nouackchott. Ils ont discuté de tout et de rien car depuis 1972, année de la création de cet organisme, leur souci a été principalement de se partager les postes. Senghor est nommé président, Amadou Aw (haut fonctionnaire malien) haut commissaire, Ely Ould Allaf (haut fonctionnaire mauritanien) secrétaire général de l'OMVS. Quatre autres directeurs sont également nommés.

Il a été prévu, paraît-il, de commencer les travaux d'aménagement du fleuve Sénégal dans le secteur compris entre Saint-Louis et Kayes, dans le courant de cette année.

"Kovoniyesso dadanigute" comme on dit en Peule. On verra si les travaux commencent cette année. Ce qui est certain, c'est qu'il y a d'ores et déjà une catégorie qui profite de ces travaux d'aménagement avant même que ces derniers soient commencés. Il s'agit des hauts fonctionnaires qui se partagent depuis maintenant plusieurs années des sinécures dans l'OMVS.

Et à qui profiteront ces travaux à plus long terme, à supposer même qu'ils soient menés à bien ; à supposer même que la corruption ne fasse pas enliser les projets ?

Certainement pas à l'ensemble des paysans qui ont pourtant un besoin vital d'une infrastructure sérieuse, leur permettant d'irriguer leurs terres et de mettre leurs récoltes ou leur bétail à l'abri de la sécheresse. Et ceci, pas seulement pour des raisons d'éloignement géographique.

Combien de paysans ont déjà éprouvé à leurs dépens que si l'accès à la terre est facile dans les régions non irriguées, il en vade moins en moins de même dans les régions plus proches de l'eau. Dans ces dernières zones, la terre, ailleurs gratuite, prend du prix. D'ores et déjà, entre Saint-Louis, Kaïdi, Bakel ou Kayes, les terres les mieux placées sont entre les mains des riches exploitants déjà privilégiés, ou encore de l'Etat lui-même.

Tout laisse à penser que même les petits paysans dont les terres pourraient être valorisées par les travaux d'aménagement, risquent d'être dépossédés de leurs terres, soit par l'argent des riches, soit par l'autorité de l'Etat. C'est ainsi par exemple que certains paysans de la région de Kaïdi ont été expropriés par le gouvernement d'Ould Daddah, qui leur a volé leurs terres pour mettre en place de grandes exploitations de riziculture.

Les travaux d'aménagement, pourtant ô combien indispensables, au lieu de contribuer à faciliter la vie de la masse des paysans, aboutiront dans le monde capitaliste où nous vivons, à creuser plutôt l'écart entre des catégories privilégiées, et la majorité des paysans pauvres qui cultiveront leurs terres dans des conditions aussi difficiles qu'avant.

POUR L'AUTODETERMINATION DU PEUPLE SAHRAOUI

Actuellement l'armée de Ould Daddah, dictateur de Mauritanie, et celle de Hassan II roi du Maroc, assassinent tous les jours au Sahara occidental. C'est que les deux dictateurs ont signé un accord avec les colonialistes espagnols, c'est-à-dire les représentants de l'ancien gouvernement de Franco.

Cet accord consiste purement et simplement à partager le territoire du Sahara, surtout pour ses richesses naturelles, principalement le phosphate. En contrepartie les deux nouveaux candidats au partage s'engageraient à garantir certains intérêts espagnols.

Mais, leur plan se heurte aux véritables concernés, les habitants du Sahara eux-mêmes.

Le mépris que Ould Daddah et Hassan II ont vis-à-vis du peuple du Sahara n'a d'égal que celui des colonialistes espagnols. Ce mépris est le même que celui que ces dictateurs ont toujours vis-à-vis des pauvres gens qui habitent leurs propres pays.

Les travailleurs du Maroc, de la Mauritanie, les paysans pauvres et tous ceux qui sont victimes de l'oppression et de l'exploitation doivent être du côté du peuple sahraoui.

Le peuple sahraoui doit se déterminer lui-même. C'est à lui seul qu'il appartient de décider de son sort.

ANGOLA :

le jeu de l'impérialisme américain

L'offensive lancée par les deux organisations nationalistes angolaises ouvertement soutenues par l'impérialisme, le FNLA et l'UNITA contre les régions contrôlées par le MPLA, est aujourd'hui stoppée. Il semblerait même que ce dernier commence la reconquête du terrain perdu.

Si le gouvernement de l'Afrique du Sud et certains milieux dirigeants américains ont pu caresser un moment l'espoir d'une victoire rapide de leurs protégés, cet espoir est aujourd'hui évanoui.

Contre un MPLA qui est plus représentatif de l'aspiration du peuple angolais à l'indépendance nationale, les deux autres organisations, directement liées à l'impérialisme, n'avaient une possibilité de l'emporter qu'en bénéficiant d'une supériorité militaire écrasante. La livraison d'armes soviétiques a cependant permis au MPLA de ne pas laisser à ses adversaires une supériorité déterminante sur ce plan.

Imposer au peuple angolais un gouvernement FNLA-UNITA par une victoire militaire rapide sur le MPLA étant exclu, l'impérialisme américain n'est apparemment pas déterminé à s'enliser dans une longue guerre, et à payer le prix fort pour un résultat qu'il souhaite toujours mais qu'il n'est même pas sûr de pouvoir imposer. L'expérience du Vietnam est encore trop récente pour que l'impérialisme américain ait envie de recommencer, au prix, par ailleurs, de l'abandon de sa nouvelle politique de détente à l'égard de l'URSS.

Certes, il n'est pas dit que l'impérialisme américain ne trouve rapidement un autre arrangement qu'il considère favorable à ses intérêts. Il n'est pas dit qu'il ne se laisse pas entraîner, dans sa politique de soutien au FNLA-UNITA, plus loin qu'il ne le voulait au départ. Néanmoins la victoire du MPLA semble aujourd'hui plus proche. C'est ce qu'indiquent d'ailleurs le fait que les Etats modérés de l'OUA, qui ont l'habitude de voler au secours de la victoire, s'orientent vers la reconnaissance du gouvernement du MPLA.

Avoir empêché les Etats-Unis d'imposer le gouvernement de leur choix aura été, certes, une victoire pour le peuple d'Angola. Les milieux dirigeants américains peuvent cependant envisager sans trop de problèmes de faire le deuil de leur projet initial et d'accepter un gouvernement MPLA. Ils savent en effet que si le MPLA est momentanément un adversaire politique, il n'est pas un ennemi de classe.

L'impérialisme américain sait qu'il pourra composer avec le MPLA. Il n'est même pas dit d'ailleurs que ce dernier n'accepte pas, sous la pression conjointe des USA et de l'URSS, une nouvelle tentative de gouvernement de coalition avec le FNLA et l'UNITA, à condition toutefois que les deux grandes puissances parviennent à s'entendre sur cette question.

"REVOLUTION AFRIQUE" ET LE M.P.L.A.

"Révolution Afrique" n° 13, daté de novembre-décembre 75, lance un appel en faveur du MPLA.

Cet appel commence sur l'affirmation que "L'avenir de la révolution en Afrique, l'avenir de la libération des ouvriers et des paysans de la domination coloniale, de l'exploitation capitaliste et impérialiste, de l'oppression et de l'obscurantisme traditionnel, l'avenir de ce combat qui est celui de tout travailleur conscient, se pose aujourd'hui en Angola".

Que Révolution Afrique soutienne comme il est normal le MPLA face aux organisations qui représentent directement les intérêts de l'impérialisme est une chose, qu'elle la considère par la même occasion comme une organisation représentant les intérêts profonds des ouvriers et des paysans, c'est autre chose.

Au moment même où Révolution Afrique publiait cet appel dithyranbique, le MPLA procédait à Luanda à la première grande vague d'arrestations de militants d'extrême-gauche et à la mise au pas des comités de quartiers nés pendant l'effervescence de la décolonisation.

C'est ainsi que plusieurs militants de l'organisation "Comités Amilcar Cabral" ont été arrêtés. C'est ainsi encore que des personnalités officielles et la radio font des déclarations hostiles aux "gauchistes" ou encore aux "partisans de Trotsky et de Bakounine" (ainsi qu'en fait état le journal "Rouge").

Neto vient de déclarer au journal "Le Monde" : "Nous devons tout faire pour unir notre peuple et éviter les dissensions entre les classes qui ont des intérêts antagonistes.. parce que si nous mettons l'accent sur la lutte des classes, nous affaiblissons évidemment le Front Uni Anti-impérialiste."

Tout en parlant "d'unité du peuple", Neto fait arrêter des militants qui se réclament plus ou moins clairement d'une fraction du peuple, des travailleurs. Il faut croire que le "peuple" n'est pas si uni que cela ! Et il faut croire encore que le MPLA ne peut pas s'accommoder de ceux qui, à l'intérieur de ce peuple, se réclament de la politique la plus radicale. Au nom de "l'unité du peuple", le MPLA s'attaque à tous ceux qui cherchent à exprimer de manière plus radicale les aspirations des couches les plus opprimées.

Répression tout à fait dans la logique de ce qu'est et de ce que vise le MPLA. Cette organisation, pour être d'un nationalisme plus radical que le FNLA et l'UNITA, n'en est pas plus le représentant des masses exploitées des villes et des campagnes.

Qu'est-ce qui peut garantir aux ouvriers de ne pas être les victimes désarmées de la répression du MPLA ? Rien, si ce n'est la conscience claire qu'ils doivent se méfier de cette organisation qui n'est pas la leur, de l'Etat que cette organisation a mis en place. Rien, si ce n'est leur conscience qu'ils doivent se donner une organisation indépendante et une politique indépendante. Organisation qui pourrait passer toute sorte d'accords temporaires avec le MPLA contre des ennemis communs, en particulier contre l'impérialisme et ses protégés, mais qui devrait garder une indépendance rigoureuse .

Le MPLA prétend représenter tout le peuple. Mais dans ce peuple, il y a des riches et des pauvres ; des bourgeois et des ouvriers et paysans pauvres ; des gens qui habitent dans les beaux quartiers et ceux qui habitent dans les bidonvilles. Leurs intérêts ne sont pas les mêmes.

Les travailleurs ne peuvent que se méfier des gens qui leur disent que leurs intérêts sont les mêmes que ceux des bourgeois. Ils ont donc toutes raisons de se méfier du MPLA. Mais ils auraient aussi toutes raisons de se méfier des conseils politiques de Révolution Afrique, conseils qui conduiraient les travailleurs angolais à se livrer à la merci de Neto et de ses semblables.

oOo

DJIBOUTI :

VERS L'INDEPENDANCE ?

Au cours du mois de décembre dernier la situation politique à Djibouti a été très animée. En particulier depuis que le gouvernement colonial français a fait des déclarations favorables à l'indépendance. La tension est grande dans la capitale de la Côte des Somalis. Au cours d'une manifestation de jeunes lycéens le jeudi 18 décembre, la police d'Ali Aref, représentant du colonialisme français, a tiré sur les manifestants et a ainsi assassiné deux jeunes personnes.

Quelques jours après, le 21 décembre, deux manifestations en faveur de l'indépendance ont eu lieu à Djibouti. L'une, organisée par l'Union Nationale pour l'Indépendance (UNI) qui a regroupé trois mille personnes. L'UNI est dirigée par le fantoche Ali Aref. Et l'autre manifestation a regroupé trente mille personnes et était organisée par la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance (LPAI).

Tout porte à croire que l'indépendance de la Côte des Somalis est prochaine.

Et si le colonialisme français est favorable à l'indépendance de sa dernière colonie en Afrique, c'est qu'il sait qu'il ne peut pas maintenir sa domination contre tout un peuple qui a montré périodiquement son opposition, sa haine contre la répression et l'oppression.

C'est depuis presque un siècle que la France occupe la côte des Somalis. Pendant tout ce temps-là, et plus particulièrement depuis vingt ans, la France dominait ce coin de l'Afrique par la force des armes et la répression. Surtout depuis que des mouvements de libération nationale se sont créés, la hargne du colonialisme est féroce. La présence militaire, des parachutistes et de la légion étrangère, est permanente ; il y a six mille soldats français.

Depuis quelques années la ville de Djibouti est entourée de barbelés et de mines explosives. Périodiquement des paysans nomades se sont fait tuer en voulant rentrer dans la ville.

Pendant les années de sécheresse, alors que la population a besoin l'aide et de soutien pour ne pas mourir de famine, le pouvoir colonial n'a pas arrêté d'importer d'Ethiopie du kâat (espèce d'hallucinant répandu dans la région) pour le répandre dans le pays. Et la consommation du kâat a d'ailleurs fortement augmenté depuis quelques années.

Toutes organisations politiques d'opposition étaient interdites encore récemment. Et la plupart des manifestations de rue, et plus particulièrement celles qui se sont produites lors de la visite des hommes politiques français comme de Gaulle en août 1966 et Po pidou en janvier 1973, ont fini par des arrestations et même des morts parmi les manifestants

Le colonialisme français tenait à la Côte des Somalis essentiellement à cause de la position stratégique du port de Djibouti dans ce coin du globe. Maintenir la position militaire, politique et stratégique, au bord du canal de Suez, est important pour l'impérialisme français.

Devant le mécontentement de l'ensemble de la population l'impérialisme est prêt à accorder l'indépendance. Pour cela il a préparé son homme de main Ali Aref, l'actuel président du conseil du gouvernement territorial.

Ali Aref, qui était hier l'homme du colonialisme français, est devenu tout d'un coup le combattant de l'indépendance. Le 5 décembre, il a créé une organisation qui s'appelle UNI (Union Nationale pour l'Indépendance). Et selon lui l'indépendance de la Côte-des-Somalis se fera avec la collaboration intime de la France. Et surtout avec le maintien de six mille soldats français dans le territoire.

Et cette politique-là nous la connaissons trop bien. C'est celle de Senghor au Sénégal, Houphoët Boigny en Côte d'Ivoire. Cela veut dire le maintien de l'impérialisme français à Djibouti. Et de toute manière, un homme comme lui, mouillé avec la politique coloniale française, ne compte pas se maintenir longtemps au pouvoir sans l'aide de l'armée française.

Mais la plus importante de toutes les organisations qui s'opposent au colonialisme est le LPAI, la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance.

Quant aux deux autres organisations, le Front de Libération de la Côte-des-Somalis (FLCS), et le Mouvement pour la Libération de Djibouti (MLD), malgré un radicalisme plus prononcé, n'ont aucune prise sur les événements.

Mais pour l'indépendance totale de ce territoire et bien plus encore, pour l'émancipation sociale des opprimés de la Côte-des-Somalis, seuls les travailleurs sont capables de mener cette lutte jusqu'au bout. Ils sont peut-être quelques milliers, donc minoritaires, mais ils ont montré dans le passé qu'ils peuvent être les plus forts. En particulier lors de la grève des dockers de Djibouti en 1961, où ils ont obtenu des augmentations de salaires. Et une telle organisation des travailleurs reste à construire à la Côte-des-Somalis.

EN BREF...

D'AFRIQUE

MADAGASCAR : RATSIRAKA A OBTENU SON REFERENDUM

Finally le référendum prévu à Madagascar pour le 7 décembre a eu lieu le 21 décembre.

Comme prévisible Ratsiraka est sorti du lot avec en moyenne plus de 95 % des suffrages exprimés, un peu moins sur la capitale Tananarive.

Le bonaparte est consacré avec en plus une constitution sur mesure. Son autorité officiellement reconnue est accrue. Ratsiraka est président de la "République Démocratique Malgache" pour sept ans.

Les organisations d'opposition ont apporté leur pierre pour la majorité. Une partie de la droite, "pour que la révolution n'aille pas trop loin", et la gauche pour que Ratsiraka "ne revienne pas en arrière" ou pour "le mettre au pied du mur".

Entre autres, Monja Jaona, leader du MCNIMA, a accepté de soutenir Ratsiraka et de lui servir ainsi de marche-pied pour le pouvoir.

Ratsiraka a maintenant carte blanche. Il pourra désormais imposer des sacrifices aux opprimés, mais aussi mettre au pas la gauche elle-même.

Cela dit, ce n'est pas une chose catastrophique. Tsiranana n'a-t-il pas obtenu 99 % à sa dernière élection présidentielle ? Cela n'a pas empêché qu'il soit renversé trois mois plus tard lors des événements de Mai 72 !

Ratsiraka a marqué des points. Certes. Mais le rapport des forces peut changer avec l'intervention des masses.

"L'ESSOR" ET L'EGALITE DE LA FEMME

L'Essor, hebdomadaire du gouvernement malien, annonce triomphalement que l'expression "année internationale de la femme" est devenue désormais réalité auprès de nos soeurs".

La preuve, argumente l'Essor, c'est que les femmes de Djoubaba (arrondissement de Oualia) ont débroussé, labouré, semé, désherbé et récolté avec la hache et le coupe-coupe, daba en main, trois hectares d'arachides.

Pour le gouvernement l'émancipation des femmes consiste donc à les faire trincher davantage. Que les femmes travaillent dans les champs, qu'elles accomplissent des travaux durs, cela ne date pas d'ailleurs de 1975 comme feint de le découvrir le rédacteur de l'Essor. Car les femmes des paysans pauvres maliens travaillent les champs depuis toujours.

Il ne suffit certes pas que la femme travaille aussi durement que l'homme pour qu'elle soit émancipée ! Mais puisque ces gens présentent cela de cette manière, eh bien qu'ils viennent montrer eux-mêmes par l'exemple comment travailler. Que Madame Traoré présidente de l'Union Nationale des Femmes du Mali, vienne elle-même mettre en valeur la terre, daba en main, au lieu de faire des discours hypocrites !

Bien sûr, il est plus facile de profiter et de faire travailler les femmes que de supprimer ne serait-ce que les mariages forcés, la polygamie, etc...

le premier ministre français aux Antilles et en Guyane :

DES DISCOURS HYPOCRITES

A LA REALITE

Le premier ministre français Jacques Chirac s'est rendu dans les "départements d'Outre Mer" : la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane.

Alors que la bourgeoisie française parle d'aménager une indépendance à sa manière et au meilleur de ses intérêts pour Djibouti autre "territoire d'Outre Mer", alors que pas loin des Antilles, Surinam vient d'être libéré du joug colonial hollandais, les Antilles et la Guyane restent colonies françaises. Et l'appellation des D.O.M. n'est destinée qu'à camoufler une réalité coloniale anachronique. Les capitalistes français qui exploitent les richesses des Antilles et de la Guyane peuvent prospérer plus aisément sous la protection bienveillante des troupes coloniales métropolitaines.

Chirac y est allé faire quelques discours mielleux, donner quelques assurances aux élus à l'approche des élections cantonales, voir sur place les possibilités de mise en application du "plan Stirn". Ce plan consiste à livrer aux grosses sociétés fabriquant du papier la principale richesse de la Guyane, ses forêts.

Le gouvernement français pousse l'obligeance envers ces sociétés jusqu'à leur envoyer de la main-d'oeuvre recrutée en France - en espérant d'ailleurs par la même occasion pouvoir jouer la main d'oeuvre française contre la population guyanaise.

Même la visite de Chirac ne pouvait cependant faire passer la pillule en Guyane. L'administration coloniale l'avait si bien compris qu'elle avait interdit au préalable toute manifestation pendant la visite ministérielle.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.